

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires : *Notre programme :*

- *Organisation d'une COP fiscale pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscale pour demander :*

⊗ *l'adoption d'une méthode de convergence fiscale en Europe pour réduire le poids des impôts indirects (TVA) et rendre plus justes les impôts directs (IR, IS).*

⊗ *Créer un Fonds fiscal mondial chargé de travailler à la convergence fiscale mondiale et de lutter contre le dumping fiscal international.*

- *Transparence sur l'activité des banques dans chaque quartier, et sur les aides publiques octroyées aux entreprises.*

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires : *Nous proposons :*

→ *La réforme de la fiscalité : augmentation de l'ISF et de l'impôt sur les revenus du capital, réforme de l'impôt sur les sociétés pour en accroître le poids et la rendre ⊕ progressive en fonction du chiffre d'affaires et du résultat.*

→ *Suppression du CICE et suppression des exonérations de cotisations sociales patronales.*

→ *instauration d'un taux zéro pour les produits de première nécessité (pain, eau, lait, ...)*



Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires : *Nous proposons de :*

- Relancer l'aide publique au développement avec le respect des promesses la portant à 0,7 % du PIB et monter progressivement cette aide à 1%.
- Monnaie commune mondiale qui servirait à financer des projets de développement des capacités humaines dans tous les pays du monde sous forme de prêts sélectifs à long terme et à très bas taux d'intérêt.



Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires : *Nous proposons de :*

- Reprendre le pouvoir sur les banques en créant un pôle public bancaire avec la nationalisation de la BNP Paribas et la Société Générale.
- Séparer les banques d'affaires et les banques des dépôts.
- Orienter les crédits bancaires de la BCE en faveur de l'emploi et de l'économie réelle.



Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires : *Nous proposons de :*

- *Mettre en place un plan international solidaire de lutte contre les inégalités sociales et économiques.*



D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

Nous proposons également la mise en place d'un plan de transition écologique réintroduisant la maîtrise publique de l'énergie. Cela passe par la création d'un pôle public de l'énergie afin de mettre la finance à l'abri des logiques financières et de faire progresser la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique.

Un grand débat public national immédiat sur la politique énergétique en France doit être déclenché afin de permettre la remise à plat des choix énergétiques et du nucléaire et préparer le remplacement des énergies fossiles.

PROPOSITION



Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

PROPOSITION



Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

- Nous nous engageons pour que des moyens soient alloués aux pays en développement par la fiscalité et la maintien des richesses dans les pays qui les produisent.
- Par contre, à la place des dons, nous favorisons la solution auprès de l'ONU pour assurer ces missions premières, à savoir d'aider les pays en développement à faire face aux changements climatiques, respecter les droits humains, etc.

S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

Avec plus de transparence et de démocratie nous devons pouvoir contrôler les politiques publiques et les entreprises industrielles dans leurs activités d'extraction, de production raisonnée de biens et services.

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires : *Nous nous y engageons.*

- *Pour l'Europe : rejette de la Politique Agricole Commune (PAC) avec comme ambitions : la sécurité et la souveraineté alimentaires, une agriculture paysanne non soumise aux logiques productivistes, la garantie de prix rémunérateurs et d'une nourriture de qualité, saine et variée, accessible à un juste prix.*
- *En France : création d'un Fonds de soutien à l'agriculture paysanne et aux filières régionalisées ouvertes à des alternatives vivrières, courtes, de proximité et biologiques.*

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires : Nous nous engageons pour :

- le respect absolu de la Convention de Genève sur les réfugiés politiques et création de statuts pour les réfugiés économiques et réfugiés climatiques.
- Doublément des capacités des centres d'accueil.
- Mise en place de dispositifs de soutien médico-social, parcours d'insertion professionnelle et de scolarisation des enfants, garantir les droits de chacun.
- Abrogation des règlements de Dublin
- Réorientation des missions de Frontex pour le sauvetage et l'ouverture des voies d'accès légales vers l'Europe, sans condition, pour sécuriser les migrants et lutter contre les trafiquants
- la fin complète des politiques de visas en France incluant la régularisation des sans-papiers

Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires : Nous nous y engageons, et nous proposons aussi :

- L'Organisation d'une conférence initiée par la France avec les pays d'émigration pour construire des politiques migratoires partagées et des coopérations pour le développement mutuel.



Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires : Nous nous y engageons et nous ajoutons :
- Mise en place d'une charte contractualisée de coexistence entre donneurs d'ordre et sous-traitants pour que les donneurs d'ordre soient garantis auprès des banques de prêts de faible taux. Ceux sous-traitant en échange de garanties en matière de salaires et de droits sociaux.
- Augmentation de la sincérité des entreprises industrielles par la transparence et la déontologie avec le concours des salariés, citoyens, élus.



Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

- Droit à la contraception et garantir le droit à la scolarisation des filles dans les pays en développement pour permettre à la femme de s'émaniciper.
- Garantir la délivrance ou le renouvellement du titre de séjour pour les femmes étrangères victimes de violence.
- La GPA doit être interdite et condamnée au niveau international.
- La loi pour l'abolition de la prostitution doit être accompagnée par des moyens plus importants, notamment en ce qui concerne les parcours de sortie des personnes prostituées.

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.

Nom : PAYEN

Date : 21/05/2017

Prénom : Claire

Signature :

Département : Ille-et-Vilaine

